Note politique : 10 novembre 2024

Didier Dufau

Que nous disent les « signaux faibles » que nous négligeons si facilement ?

La crise budgétaire a imposé de réfléchir globalement aux éléments fondamentaux de la politique économique et sociale française, sous contrainte européenne. La France est bien en train de sombrer et on s'aperçoit que les « déclinistes » étaient de vrais lanceurs d'alerte. La nécessité du sursaut s'impose, alors que les institutions françaises, maltraitées par la désinvolture d'Emmanuel Macron pendant sept ans, répondent mal.

Talonné par l'urgence, notre ami Michel Barnier opte pour un programme de salut public basé sur l'impôt, qui utilise toutes les ruses socialistes et étatistes pour augmenter la pression fiscale. « Ne vous inquiétez pas, les riches paieront pour vous » est un slogan digne de François Hollande du type : « Ce n'est pas cher, c'est l'État qui paie ». Les prébendiers sont tellement nombreux qu'il vaut mieux ne pas insister sur cette évidence : ceux qui croient qu'ils s'en sortiront mieux avec l'argent des autres ont du souci à se faire. Notons la contradiction de ceux qui prétendent prélever sur les uns pour donner aux autres et qui dans les faits tarissent la source de leur générosité en la massacrant fiscalement. Ne discutons pas la difficulté de la situation : elle est épouvantable. Ne questionnons pas la bonne volonté de Michel Barnier. Elle est évidente. Gardons tout de même notre attention sur la chute de popularité du Premier Ministre, bien accueilli au départ et sur le trouble au sein de l'électorat LR qui ne veut pas vraiment d'un centrisme fiscalement dur qui se roule dans le socialisme mou.

Pour gagner un peu de temps, Michel Barnier a ressorti le vieux truc théorisé par Edgar Faure : « quand vous êtes bloqué au Parlement, élevez la mire et parler de l'avenir ». Ce spécialiste de la vie parlementaire avait choisi une méthode pour tous ses discours qui était remarquablement pratique et intelligente. Trois parties : le passé qui n'était pas mal. Le présent qui souffre de quelques difficultés. L'avenir qui sera radieux. Exemple pour le Maroc, à la mode ces derniers jours : « le rôle de Lyautey a été excellent et les Français ont su dans le passé dans le cadre du mandat, mettre fin aux guerres intestines qui ravageaient le pays et l'empêchaient de décoller. Bien sûr, la situation est dégradée par différentes forces et il faut changer, car le temps du mandat est terminé. L'avenir sera radieux car nous allons organiser l'indépendance normale dans l'interdépendance heureuse. » On y est encore.

Si on quitte des yeux quelques minutes le rouge tablier où s'accumulent les vérités premières, et les ondulations tactiques nées des nécessités politiques du temps, on peut observer **quelques signaux faibles qui témoignent de lignes de force.**

Le président catastrophique qu'aura été Emmanuel Macron a été partiellement débranché. Il est clair qu'un fusible a sauté dans sa tête. Tout le monde savait que sa situation mentale était problématique. Il est net qu'aujourd'hui il décompense, comme disent les psychiatres. L'accumulation des faux pas pose la question d'un débranchement plus complet. Il n'y a pas eu une seule intervention verbale présidentielle en ce mois d'octobre qui n'aura pas levé le cœur pour une raison ou une autre. Voici Israël inculpé de barbarie. Il est vrai que la France avait été dénoncée par son président comme une nation sans culture propre et fondée sur les crimes contre l'humanité. Voici l'occupation arabe en Espagne et dans le sud-ouest de la France qualifiée de grand moment de découverte réciproque et de convivialité. La victoire de Poitiers ? Une occasion ratée sans doute de découvrir le charme de l'islamisation conviviale. Demandez aux Grecs ce qu'ils pensent de l'occupation ottomane ! Dans la pratique la diplomatie française est partout en difficulté et l'image de la France abîmée. Le président est pratiquement exclu d'un rôle sérieux dans toutes les instances internationales, y compris celle des Brics, où il a tenté stupidement de s'infiltrer et où on lui a claqué la porte au nez. Qu'allait-il faire dans cette galère anti-occidentale ? Une provocation pour se singulariser ? On l'imagine à Kazan invité par Poutine, bras dessus bras dessous avec Xi Jin Pin (il n'ose pas lui faire des papouilles ventrales comme à Lula), vomissant sur l'Occident en général et sur les États-Unis en particulier ! Avec désormais Trump réélu triomphalement et lui en moustique estropié voletant sans but et ne pouvant plus piquer !

Autre signal faible mais instructif, le renouvellement du personnel politique et l'apparition de personnalités nouvelles qui auront probablement de l'avenir.

Deux noms ont surgi dans le décor politique respectivement pour le Modem et Reconquête. Sans surprise on trouve un membre des Young leaders et une Énarque.

Au Modem, successeur du mouvement un temps dirigé par Dents-blanches, l'atlantiste Lecanuet, et où les dents longues de son successeur palois ont fini par s'user jusqu'à la gencive, François Bayrou semble ne plus trop croire à une élection présidentielle victorieuse pour lui-même, sauf si, et sur un malentendu, des élections se produisaient dans les trois mois. La nouvelle vedette est Jean Noël Barrot, devenu à 41 ans ministre des Affaires étrangères, après un parcours qui s'est formidablement accéléré en quatre ans. Ce bon garçon est un héritier, fils de Jacques Barrot qui avait su être à peu près partout depuis l'avènement de la Cinquième république.

Né dans le 7ème arrondissement, Henri IV et dépendances. Hec et Sciences-po. Professeur y compris à l'étranger, il est naturellement « young leaders ». Il passe de conseiller régional à député puis à Ministre en un éclair. Désormais ministre des Affaires étrangères, l'un des postes les plus enviés, adoubé aussi bien par Michel Barnier qu'Emmanuel Macron, c'est un fonceur qui sait parler et écrire. Il prendra naturellement la tête du Modem, le moment venu. La tête lui tourne un peu. Il est autoritaire et méprisant. Il faudra qu'il se calme. Mais on voit apparaître un nouveau candidat présidentiel et un leader centriste, plus jeune et avec un meilleur réseau que Edouard Philippe qui est resté bien trop seul. Il mangera Attal ou Borne sans difficulté.

La seconde personnalité qui a tout soudain surgi dans le ciel des vedettes politiques imprévues mais étonnantes, est Sarah Knafo, entrée par la petite porte de sa liaison avec Éric Zemmour, et,

un temps, marginalisée par la présence de Marion Maréchal chez Reconquête, elle explose depuis quelques semaines dans les médias et au Parlement européen.

On pouvait croire Reconquête mort et enterré après la mésaventure du rapprochement aventuré d'Éric Zemmour avec la petite clique de Marion Maréchal. Il pensait que dès la nouvelle de son ralliement, Reconquête tutoierait les sommets sondagiers. Il ne s'est rien passé. Il s'est assis sur une branche pourrie sans s'en rendre compte avant qu'elle ne casse. Dans l'affaire, les deux parties paient cher les pots cassés. Certes le groupe des élus félons au Parlement européen voit ses membres casés pour un bon moment avec de l'argent et de quoi bricoler. Mais Marion Maréchal est hors-jeu et a perdu toute crédibilité. Elle n'a plus rien à dire et sa personnalité de traîtresse de grand guignol à répétition ne fait plus vraiment envie. Tout le monde a découvert qu'en fait elle n'avait rien à dire de particulier. Exit.

Alors qu'on pensait que la partie d'Éric Zemmour s'arrêterait sur ce « Tilt » majestueux, la surprise vient de Sarah Knafo qui dispose d'une part de la tribune européenne et de la place laissée libre par Marion. Elle s'y impose avec maestria. Elle a une pensée, pas seulement des éléments de langage. Elle propose une vision, à partir de faits bien analysés. Sa culture politique est solide comme son expression. Elle ne parle pas pour ne rien dire. Ce n'est pas Bardella, qui donne l'impression d'être une coquille certes lisse mais vide, ce qui explique la volonté des Français de ne pas le hausser au poste de Premier Ministre. Trop creux ; trop insipide.

Sarah Knafo a un parcours de haut niveau dans ses études supérieures, même si elle rate l'ENS comme Macron. Elle sort bien de l'ENA avec un poste à la cour des Comptes. Partout on voit une femme capable, volontaire, intelligente et agréable. Son sourire est aussi éclatant que désarmant. Elle est décorée de la médaille d'honneur pour acte de courage et de dévouement pour son engagement volontaire contre le Covid, qui prouve un tempérament. Bien sûr son parcours militant est à droite, avec une relation amicale avec Marion Maréchal, un temps près des sarkozystes, un autre près d'Henri Guaino au sein de LR, avant de rejoindre Éric Zemmour où elle a été la cheville ouvrière d'une campagne électorale parfaitement organisée.

Une fois digérée la terrible déception des Européennes, où elle parvient néanmoins à être élue, elle devient la porte-parole talentueuse d'Éric Zemmour et crève l'écran. Elle est en pleine lumière là où Éric Zemmour et Marion Maréchal marchent à l'ombre. Ces trois dernières interventions faciles à retrouver sur le WEB, d'une-part sur Cnews, d'autre-part au Parlement européen, sont percutantes et pertinentes. Elles mettent en valeur une personnalité souriante et intelligente.

Il faut désormais compter sur elle dans le champ politique.

LR bénéficie de sa présence à la tête et au sein du gouvernement qui permet d'installer dans l'opinion certaines de ses têtes d'affiche comme Bruno Retailleau. À part l'élévation du jeune Othman Nasrou, Marocain naturalisé en 2012, qui connaît un beau parcours politique malheureusement sans réussite électorale, on ne voit pas de promotion spectaculaire de jeunes trentenaires ou quadragénaires.

Si l'option étatiste et fiscaliste prend trop d'ampleur, le risque d'un retour de bâton sévère doit être anticipé. L'abandon des conférences thématiques en liaison directe avec les militants et les sympathisants a été une erreur catastrophique qui laisse les LR sans discours de fond, sans image claire dans l'opinion, sans capacité de faire la différence électorale, et sans porte-parole convaincants. Comment porter une parole qui n'existe pas ? Ailleurs cela bouge. On réagit ou on laisse filer ?

Une autre évolution à bas bruit est la multiplication de petites instances souvent informelles parfois plus organisées, souhaitant une union des droites sur le terrain et levant l'interdit sur le RN, Zemmour et toutes les variantes de droite. Le but avoué : en finir avec le « cordon sanitaire ». Dans tout le sud-est, plus personne ne veut accepter la pérennité d'une gauche écolo-socialo-islamo-mélenchoniste notamment aux élections municipales. « Une seule solution, la coalition ! » Tel est le slogan. On retrouve ce thème à Paris et dans d'autres grandes villes. Sur ce besoin d'union, les instances dirigeantes de LR doivent conserver l'œil ouvert. Sans une vision politique unitaire, forte, publique et partagée permettant de dégager une perspective efficace pour les grandes villes, cela se passera mal aux Municipales. Dans cette perspective les questions de personnes doivent céder le pas. Il faut élaborer un discours profond, complet, ouvert à toutes les droites et gagnant. Personne n'est réellement au travail sur ces questions. Normal ?

Si on quitte le terrain purement politicien, d'autres évènements en apparence anodins, ou qu'on veut nous faire croire anodins, se font une place dans le grand théâtre des renoncements et des déclassements.

On vient d'apprendre que la France qui a toujours été dans le peloton de tête en matière de mortinatalité, avec des équipes médicales formidables dans la durée, sombrait dans les classements. La mort d'enfants à la naissance et dans les jours suivants est une horreur. Le risque est toujours présent dans cet acte fondamental. On est passé de chiffres terribles, plus de 150 morts pour mille naissances viables au XIXe siècle, à 80 puis à 10, puis à 5. L'objectif du professeur Alexandre Minkowski en 2000, un des papes de la discipline, était de parvenir à 2 décès seulement. Il l'a scandé jusqu'à sa mort quelques années plus tard. Aujourd'hui les pays les mieux organisés ont atteint cette cible. La Finlande est à 2.1. Mais la France est quasiment au double. Et les progrès sont nuls depuis plusieurs années, s'ils ne régressent pas. Encore un déclassement ! Depuis 2000 nous avons assuré le financement gratuit de la mort de près de 5 millions d'enfants à naître (à 700 euros l'acte). Et nous laissons se dégrader les conditions de naissance de ceux qui ont échappé à ce destin. L'enfant n'est plus le cœur battant de l'humanité en France. Et certains sont hypervigilants lorsqu'on crée une Crèche pour la nativité ou ils ont décidé de tuer les fêtes de Noël, ramenées à un simple épisode de vacances d'hiver. Des livres sortent sur la « tyrannie de la maternité ». Avoir des enfants vaut le qualificatif discourtois de Versaillais. Question pour LR : on s'en félicite ou on stimule un sursaut ?

Le vieillard suit la même descente aux enfers. Il ne sert à rien. Il coûte « un pognon de dingues » et en plus, ils sont riches, ces « salauds de retraités ». Leur niveau de vie est supérieur à celui des actifs. Alors on peut y aller. Ne revalorisons pas les retraites. Tapons dans leur épargne. Saccageons leur patrimoine lors des successions. Et on va accompagner leur départ de la planète en légalisant le suicide et en forçant le corps médical à y participer. Le serment d'Hippocrate ? Au panier ! Vieilleries que tout ça !

Aux deux bouts de la chaîne : la mort triomphante, le mercantilisme le pire avec remboursement par l'insécurité sociale, l'atteinte au cœur même du mystère de la vie.

Est-il réellement si difficile de vaincre l'hostilité féministe dévoyée à une politique nataliste responsable qui est propagée par des milieux méphitiques ?

Pour finir sur une note positive, existe-t-il un moyen pour le gouvernement Barnier de colmater rapidement sa chute naissante dans l'opinion ?

Oui : rechercher les anomalies, telles qu'on vient d'en citer quelques-unes et les éliminer. On en trouve des dizaines dès qu'on les cherche. En temps calmes, les politiques jugent confortable de ne pas en parler. Les temps sont-ils calmes ?

Prenons un article du Temps de Genève. Il révèle que le marché spot de l'électricité a fait apparaître des prix négatifs extravagants des dizaines de fois cette année : **moins** quatre cents euros le MWh ! Les prix négatifs signalent un gâchis pas une énergie peu coûteuse. Les Enr qui produisent de façon irrégulière, imprévisible, impilotable, et indépendante des besoins sont un gâchis invraisemblable de ressources. On voit coexister ces derniers temps d'un côté des éoliennes à l'arrêt depuis au moins quinze jours par exemple dans la Somme où on a implanté près de mille éoliennes dans les champs de patates et de betteraves au prix d'une artificialisation des sols ahurissantes avec un enlaidissement de la campagne impardonnable, et de l'autre des zones saturées d'éoliennes et de plaques photovoltaïques qui produisent des quantités affolantes d'électricité dont on n'a pas besoin au moment de leur pic de production. On ne fait rien et on continue à investir des sommes colossales en toute irrationalité et irresponsabilité ? Tout en taxant lourdement l'électricité consommée pour financer les Enr ? LR doit se poser la question : On ne dit rien ? On ne fait rien ? On reste drapé dans un écologisme énamouré ? Ou on agit ?

Pour rester dans le domaine de l'écologie débile, portée par des débiles et mise en œuvre par des débiles, une petite information signale que le Grand Projet Écologique de Mme Royal, la fameuse route à base de panneaux solaires qui devaient fournir une électricité gratuite à des villages entiers, vient d'être entièrement refaite et remise dans son état antérieur. Si on compte tous les frais, études du dossier, réalisations diverses, tentatives de sauvetage, destructions, remplacements, temps administratifs et autres passés sur ce dossier, on tourne autour de 10 millions d'euros + ou – 25 %. Tout le monde savait dès le départ que c'était une sottise, homothétique à celle de la promotrice du gadget farfelu, mais propre à faire du buzz pendant trois minutes et demie. Tout le monde s'est prosterné devant Ségolène. La presse a relayé sans vergogne, en criant au miracle technologique. L'Enarchie compassionnelle et bienveillante, une société de secours mutuel, a tout mis en place pour faire et défaire sans trop alerter l'opinion. Idéologie, copinage, gaspillage, mais pas de sanction. Pourquoi Michel Barnier, pour faire un exemple, ne demanderait-il pas que l'on sanctionne Mme Royal et ceux qui ont participé à ce projet irresponsable, et qu'elle rembourse cette dilapidation désinvolte d'argent public ? Peut-être pas sous forme de travaux d'intérêt général chez les esquimaux ! Profitez de l'occasion pour indiquer que l'engagement du gouvernement en la matière ne doit plus servir à couvrir des décisions folles comme l'arrêt de Fessenheim ou délirantes comme l'affaire Ségolène parait un strict minimum.

On s'aperçoit, grâce au Canard Enchaîné, que le président de la banque de France a renoncé à son appartement de fonction et qu'il reçoit une indemnité de 80 000 euros pour cela. Comme si cet appartement lui appartenait et qu'il pouvait en retirer personnellement le fructus en renonçant à l'usus ! Réaction de LR : rien ! Surtout ne pas toucher aux privilèges même totalement abusifs de la haute fonction publique. Que Michel Barnier prenne aussitôt les mesures ad hoc pour mettre fin à ce scandale au nom des Français qui ne sont tout de même pas tondus par le fisc pour financer ce genre de chose, et il retrouvera aussitôt du crédit. Qu'il nomme une équipe de recherche des abus du même type et qu'il fasse le ménage ! On verra aussitôt les sondages remonter.

La ville de Tokyo a 14 millions d'habitants et 12 000 employés municipaux. Elle est parfaitement propre et sûre. Celle de Paris a 2.25 millions d'habitants, en régression constante, et 51 000

employés municipaux. Elle est parfaitement sale et de moins en moins sûre. Le rapport entre employés municipaux et population est seulement 25 fois supérieur à Paris qu'à Tokyo, pour des résultats pires que mauvais. Le choc de saleté pour les touristes japonais à leur arrivée à Paris est un état médical documenté. Et il n'y aurait rien à dire ni à faire ? À quand une loi PLM qui permette de respecter les nécessités d'Etat dans les grandes villes ?

De même Mme Hidalgo bloque totalement Paris qu'on ne peut plus traverser du sud au nord et d'ouest en est, après avoir piégé tous les ponts et les places pour décourager l'usage diabolisé de la voiture. Et voici qu'elle bloque la croisée fondamentale des voies au centre de Paris. La possibilité de se déchaîner ainsi est liée à un « cadeau » que Hollande a fait à son ex-maîtresse juste avant de quitter le pouvoir dans les conditions honteuses que l'on sait. On devrait conserver cette décision inique ? On ne peut réellement rien faire ? Sans rire ?

De même, lorsqu'on en parle aux élus de LR à l'Assemblée, ils indiquent qu'ils demandent à chaque rentrée parlementaire la fin de l'écriture genrée dans l'ensemble du champ public, qui est une honte pure et simple, mais en vain. Pourquoi le gouvernement ne prendrait-il pas cette question en main ? La solution ne coûte rien !

Comme nous l'avons déjà signalé les Fonds régionaux d'action culturelle accumulent, au nom de l'art subventionné, des achats d'œuvres de valeur incertaine dans des entrepôts et n'organisent que des visites forcées d'élèves des écoles. Poser la question autour de vous : l'activité des Frac est totalement inconnue des Français. Pourquoi ne pas indiquer qu'on stoppe ce gâchis. On vend les œuvres et les entrepôts, on recycle le petit millier de personnes concernées en supprimant autant de remplacements de fonctionnaires partant à la retraite, et on économise près d'un milliard par an, en réduisant d'autant les nouveaux prélèvements. Que craint-on : les cris d'orfraie obligés du ministre de la Culture ? Ils ne valent pas un milliard d'euros chaque année prélevés sur le pouvoir d'achat des Français.

Également, nous avons suggéré la suppression du double procès d'assises. Les études montrent que cette mesure, imposée par la cupidité des avocats pénalistes, n'a eu aucune conséquence sur la qualité des jugements. En un trait de plume on double la capacité de jugement aux assises, sans la moindre dépense nouvelle.

Au lieu de ne rien faire qu'augmenter les prélèvements, l'installation de « comités de la hache » ministère par ministère, dirigés par des élus et non des fonctionnaires, et coordonnés par un ministre spécialisé, avec des pouvoirs d'investigation calibrés, permettrait d'aller chercher toutes les dépenses qui se sont accumulées par strates et qui doublonnent ou ne peuvent plus se justifier malgré les bonnes intentions initiales ou qui suivent les lois de parkinson depuis trop longtemps. Cela serait congruent avec l'urgence annoncée du rétablissement des comptes publics. Rappelons qu'une cellule d'études de ce type devait être mise en place au Parlement qui manque de moyens d'investigation. Où en est-elle ?

À ceux qui ont le pouvoir de prendre leurs responsabilités. À eux de choisir le moment et les modalités. Mais il n'est plus possible de ne rien modifier dans l'esprit et le contenu de l'action gouvernementale en cours. Sans sursaut, gare à l'effondrement dans les sondages. Les signaux faibles s'accumulent ! Les signaux forts pointent leur nez.